



Le journal Perspectives d'Afrique dans une publication de ce lundi 23 août, revient sur les dessous l'affaire Cyrus Ngo'o et le port autonome de Douala (PAD). Le tabloïd révèle la mission trouble de l'activiste Boris Bertolt dans ce dossier, présenté comme un « artificier » à la solde des personnalités tapis dans l'ombre, aujourd'hui déterminés à abattre le DG du PAD.

Lire l'article publié par Perspectives d'Afrique

Des réseaux mafieux veulent arracher le patrimoine de l'ex Office national des ports du Cameroun (Onpc), et ceci dépit des instructions du chef de l'Etat demandant au cabinet Atou de procéder, toutes affaires cessantes, à la restitution des actifs résiduels de l'ex-Onpc au Pad, conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2019/034 du 24 janvier 2019 portant réorganisation du Pad. Des artificiers à l'instar de Boris Bertolt ont été mis à contribution dans une opération de lobbying médiatique flagrante pour dénigrer le directeur général du Port autonome de Douala (Pad) qui entend sauvegarder le patrimoine foncier de l'Etat.

Pour déstabiliser le serviteur de l'État, Boris Bertolt invente des histoires et biens qu'il attribue pompeusement à Cyrus NGO'O à l'effet de susciter une onde de choc au sein de l'opinion qui elle, n'est pas au fait des réalités. Dans cette édition, lumière sur des faits qui provoque cette honteuse cabale contre le DG du PAD.

Les appétits insatiables de certaines personnalités tapis dans l'ombre font aujourd'hui du Dg du Pad l'homme à abattre. Lui qui a décidé de ne point céder une propriété foncière de l'ExOnpc. Il est pourtant dans son droit puisque le patrimoine de l'ex-Onpc est dévolu en propriété ou en jouissance et suivant le statut juridique au Pad. Poussés à la haine, au dégoût et à la rage, certains ne l'entendent pas ainsi. C'est le cas du cabinet Atou qui a pris sur lui d'outrepasser les instructions présidentielles.

Le 7 mai 2021, dans un courrier du ministre d'Etat secrétaire général de la présidence de la République adressée au patron des Finances, le proche collaborateur du chef de l'Etat informe M. Motaze que le Paul Biya a demandé au Cabinet Atou de « mettre un terme à son projet de vente illégale d'une propriété foncière de l'ex-Oncpb ». Et par la suite de « procéder, toutes affaires cessantes, à la restitution des actifs résiduels de l'ex-Oncpb au Pad, conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2019/034 du 24 janvier 2019 portant réorganisation du Pad ».

Il faut rappeler qu'un décret du 15 juin 1999 portant organisation et fonctionnement du PAD dans le cadre de la réforme portuaire consacrait déjà le principe d'une dévolution aux organismes portuaires autonomes, le patrimoine de l'ex Onpc non dévolu à la liquidation. 04 arrêtés conjoints (ministère de l'Urbanisme, ministère des Finances, ministère des Transport) signés en 2003 transfèrent, en effet, aux ports de Limbe, Garoua, Douala... une bonne partie du patrimoine de l'ex Onpc nécessaires à leurs fonctionnements. A la réalité et selon les explications d'un juriste, la réorganisation du Pad via le décret du 24 janvier 2019 ne vise qu'un seul but : se conformer à la loi du 12 juillet 2017 portant statut général des entreprises publiques dans une de ses dispositions pertinentes, afin de se conformer aux dispositions de l'acte uniforme sur le droit des affaires (Ohada). Il n'empêche, la mafia pense plutôt le contraire. Cyrus Ngo'o doit dégager pour s'offrir ce patrimoine foncier et le dispatcher à la coterie. L'activiste Boris Berthold est mis à contribution pour laminer publiquement l'homme...

Rien, ni personne ne va l'arrêter, ni l'empêcher de mettre entièrement à exécution sa sale besogne et livrer le Dg du Pad aux chiens. Il va ainsi s'autoriser quelques piques à l'encontre de Cyrus Ngo'o à qui ils prêtent à profusion une incompetence notoire, etc. Une posture qui ne surprend guère ceux des observateurs qui suivent de près les prouesses managériales du Dg du Pad. La déferlante de publications de cet activiste sur la toile ne vient que conforter cette logique qui défigure au vitriol le successeur de feu Emmanuel Etoundi Oyono, depuis quelques temps sur les réseaux sociaux.

« Boris Berthold prend carrément tout le monde pour des cons, infantiles et naïfs, à qui il peut faire avaler son histoire. Nous connaissons tous pour qui il roule. Beaucoup ici savent qu'il a reçu promesse que dès que les soutiens de Lazare Atou tapis au ministère de la Justice seront à nouveau autorisés à vendre les terres publiques qui ne leur appartiennent pas, ils vont lui céder un lopin à vil prix, pour qu'il puisse faire une plus-value d'au moins 500 millions de Fcfa », confie un cadre au ministère des Domaines, du cadastre et des Affaires foncières.